



ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Afférents aux opérations de l'exercice 2007 de la Fondation européenne pour la formation

L'ETF fait partie des agences de l'Union européenne. Elle a pour mission d'aider les pays en transition et en développement à exploiter leur potentiel en ressources humaines grâce à la réforme des systèmes d'éducation, de formation et du marché du travail dans le cadre de la politique extérieure de l'Union européenne

L'ETF fournit également une assistance à la Commission européenne pour la mise en œuvre du programme Tempus.

Villa Gualino
Viale Settimio Severo 65
I - 10133 Turin - Italie

E-mail: info@etf.europa.eu
Home page: www.etf.europa.eu
T: (39-011) 63022 22
F: (39-011) 630 22 00

Rapport préparé par:

Martine Smit – Comptable

Mircea Copot – Département «Finance»

TABLE DES MATIÈRES

GLOSSAIRE	4
I. INTRODUCTION	5
II. CONSEIL DE DIRECTION ET ÉQUIPE DE GESTION	6
III. ÉTATS FINANCIERS 2007	8
1. Economic outturn account.....	8
2. État de variation des capitaux propres.....	9
3. Bilan.....	10
4. Analyse des flux de trésorerie	11
5. Compte de résultat budgétaire	12
6. Rapprochement des résultats budgétaire et économique.....	13
7. Bank balances	14
IV. REMARQUES SUR LES ÉTATS FINANCIERS	15
1. Compte de résultat économique	15
2. État de la variation des capitaux propres	16
3. Bilan.....	16
4. Analyse des flux de trésorerie	20
5. Compte de résultat budgétaire	20
6. Rapprochement des résultats budgétaire et économique.....	20
V. REMARQUES SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET ET LA GESTION FINANCIÈRE	22
1. Introduction	22
2. Utilisation des crédits.....	24
VI. TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'ETF 2007	33
ANNEXE I: LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE DIRECTION 2007	34

GLOSSAIRE

Dettes à court terme	Dettes détenues par l'entité et échéant dans l'année. Les dettes à court terme font partie des dettes courantes.
Comptabilité d'engagement	Méthode comptable dans laquelle les transactions sont comptabilisées en se basant sur les faits générateurs (suite à l'adoption du nouveau règlement financier). Autrement dit, les transactions et autres événements sont comptabilisés au moment de leur survenance (et pas seulement lors de l'encaissement ou du décaissement des montants ou de leur équivalent).
Actif	L'actif appartient à une personne physique ou morale et a une valeur commerciale ou une valeur d'échange. L'actif peut consister en des biens ou en des créances sur autrui.
C1/Encours de crédits	Crédits approuvés de l'exercice en cours ou fonds réservés aux opérations et activités de l'exercice en cours.
C1/Crédits délégués	Crédits approuvés de l'exercice en cours ou fonds réservés aux opérations et activités spécifiquement déléguées.
C8/Report	Crédits reportés de droit. Report de crédits engagés mais non payés durant l'exercice précédent, également appelé «Reste à liquider» (RAL).
R0/Recettes affectées	Fonds destinés à un usage spécifique, reçus d'organismes autres que la Commission européenne.
Comptabilité de caisse	Méthode comptable basée sur les flux de trésorerie. Les transactions sont comptabilisées lors de l'encaissement ou du décaissement des montants.
Convention	Les conventions sont des accords entre la Commission européenne et l'ETF.
Actif circulant	Série d'éléments d'actifs considérés comme étant liquides dans la mesure où ils peuvent être convertis en argent dans l'année. Ces postes du bilan comprennent les disponibilités, les créances et les stocks.
Dettes courantes	Dettes à payer dans l'année suivant la date du bilan.
État financier	Rapport écrit présentant une description quantitative de la santé financière d'une organisation. Il comprend un compte de résultat économique (équivalent à un état des profits et pertes), un bilan, un tableau des flux de trésorerie, un état de variation des capitaux propres et des remarques explicatives.
Régie d'avances	Comptes bancaires et/ou espèces utilisés pour les petites dépenses.
Passif	Obligation financière, dette, créance ou perte potentielle.

I. INTRODUCTION

Base de travail

Les états financiers ont pour objectif de fournir des informations sur la situation financière, la performance et les flux de trésorerie de la Fondation européenne pour la formation (ci-après l'ETF) présentant une utilité pour un large éventail d'utilisateurs.

L'ETF est passée d'une comptabilité de caisse à une comptabilité d'engagement depuis le début de l'exercice 2005. Depuis cet exercice, les états financiers ont été préparés conformément aux règles de comptabilité adoptées par le comptable de la Commission européenne, qui sont fondées sur les principes de la comptabilité d'engagement en ce qui concerne le résultat économique, le bilan et les flux de trésorerie. Pour toute information complémentaire sur les règles et principes de comptabilité, consultez la section V, «Remarques sur les états financiers». L'exécution du budget est préparée sur la base d'une comptabilité de caisse modifiée. Pour toute information complémentaire sur la base des données budgétaires, consultez la section VI, «Remarques sur l'exécution du budget et la gestion financière». Les politiques en matière de comptabilité ont été appliquées de manière cohérente durant l'ensemble de la période.

Entité publiante

Les présents états financiers concernent l'ETF, entité de secteur public instituée par le règlement n° 1360/90 du Conseil du 7 mai 1990.

L'ETF, en étroite coopération avec la Commission européenne (ci-après la Commission), aide les pays partenaires de l'Union européenne (ci-après l'UE) à réformer et à moderniser leurs systèmes d'éducation, de formation et d'emploi, en dotant leurs populations des connaissances, des aptitudes et, plus largement, des compétences, pour leur permettre de prendre une part active dans des économies et des sociétés dynamiques.

L'ETF reçoit une subvention annuelle provenant du budget global de la CE et peut également recevoir des contributions d'autres organismes privés ou publics et des gouvernements. L'ETF est chargée par la Commission de la gestion d'autres fonds, dans le cadre de la mise en œuvre du programme Tempus et d'autres projets d'enseignement et de formation professionnels, tels que les programmes CARDS (Balkans occidentaux), Tacis (Europe orientale et Asie centrale) et MEDA (région méditerranéenne).

II. CONSEIL DE DIRECTION ET ÉQUIPE DE GESTION

Le conseil de direction

La Fondation européenne pour la formation est dirigée par un conseil comprenant un représentant de chaque État membre de l'Union européenne, plus des observateurs des pays candidats et des représentants de la Commission européenne qui préside également les réunions.

Au cours de l'année 2007, le conseil de direction s'est réuni deux fois à Turin. Il est responsable de l'adoption du projet de programme de travail annuel de l'ETF et de son budget, sous réserve de l'approbation du Parlement européen dans le contexte du budget général de l'Union européenne.

Réunion du 11 juin 2007

Le conseil de direction s'est félicité du fait que l'ETF ait su démontrer qu'à l'avenir elle pourra faire encore plus grâce à l'extension de son mandat et dans le contexte de la modernisation des instruments de politique extérieure de l'UE.

Le conseil de direction a été informé de la mise en place d'un calendrier plus réaliste s'agissant du transfert de Tempus, ce qui implique que la fourniture d'assistance technique durera probablement six mois de plus que prévu à l'ETF, à savoir vers la mi-2008.

L'avant-projet de budget 2008 de l'ETF a été adopté par le conseil de direction par procédure écrite en mars 2007 et s'élève au total à 19 484 000 euros.

Le rapport d'activité annuel de l'ETF (ETF-GB-07-003) a été adopté, de même que l'analyse et l'évaluation du rapport (ETF-GB-07-007) moyennant des amendements mineurs destinés à corroborer le jugement positif sur l'ETF.

Les états financiers de l'ETF sont préparés conformément au titre VII du règlement financier. Ils ont été soumis à la Cour des comptes pour avis formel, ce dernier étant l'un des éléments à la base de la décharge donnée par le Parlement sur l'exécution du budget. Le conseil de direction a rendu un avis positif sur les états par procédure écrite.

Parmi les autres questions abordées figurent le rapport d'étape sur le plan d'action pour l'évaluation externe, la politique de suivi et d'évaluation de l'ETF, la stratégie de gestion des ressources humaines de l'ETF et l'évaluation du directeur de l'ETF.

Réunion du 20 novembre 2007

Le directeur donne un bref compte rendu des préparatifs dans le cadre du règlement de refonte. Cette refonte devrait, selon l'ETF, être approuvée dans le courant du deuxième semestre 2008.

Après les présentations concernant les tendances et les développements au sein de l'ETF, l'état d'avancement des politiques et des programmes de la Commission ayant un impact sur l'organisation et le rapport sur les relations avec les États membres de l'UE, le conseil de direction a examiné et adopté le projet de budget et le programme de travail de l'ETF pour 2008. Le conseil de direction a été informé du fait que le processus d'approbation du budget 2008 était différent du processus habituel; en effet, le conseil de direction s'était basé dans son avis initial sur une proposition portant sur 19 484 000 euros, mais entre-temps les hypothèses ont changé portant le total du projet de budget à 17 984 000 euros, car l'assistance technique dans le cadre de Tempus sera transférée à l'Agence exécutive pour l'éducation et la culture à la fin du mois de juin 2008.

Le budget 2007 laissera apparaître un montant non dépensé relativement élevé en raison du report du transfert de Tempus à la fin juin 2008 et du déblocage tardif de la réserve prévue dans le budget de l'ETF par le Parlement européen.

Les projets cofinancés comme ceux soutenus par le biais du fonds fiduciaire italien sont à la hausse et il existe un potentiel d'extension de ce domaine dans le travail de l'ETF.

Le conseil de direction a été informé de la justification de l'ETF pour 2009 planifiée conformément aux activités dans le cadre de son mandat élargi. Elle part du principe qu'en termes de budget, 2008 est une année transitoire, et que 2009 représenterait un retour sur la base établie dans les perspectives à moyen terme (2007-2010).

Structure de l'ETF

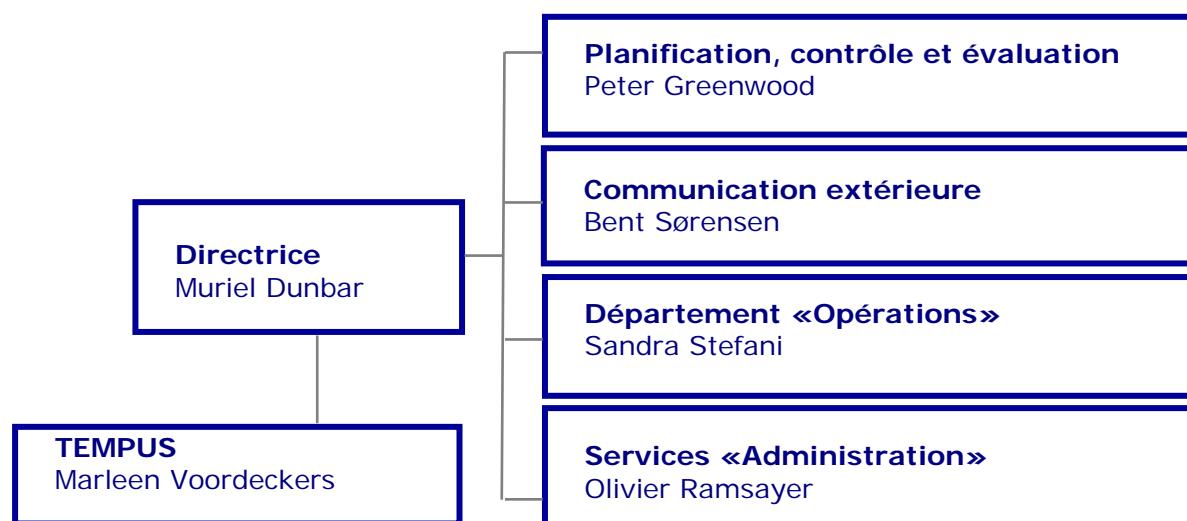
Après sa réorganisation interne en 2005, l'ETF a adopté en 2007 un nouveau mode d'organisation du département «Administration» qui remplace les anciens «Services administratifs et centraux», et il est désormais conforme au nouveau concept d'organisation générale de l'ETF.

À la base de toutes les opérations de l'ETF se trouvent l'unité «Planification, contrôle et évaluation», le département «Administration» et l'unité «Communication extérieure» qui fournissent un soutien technique et administratif à l'ensemble de l'organisation.

Les chefs de département respectifs, avec la directrice, forment l'équipe de gestion (EG), qui est l'organe décisionnel au sein de l'ETF.

Un département distinct fournit une assistance technique à la Commission pour la mise en œuvre du programme Tempus.

La structure globale se présente de la manière suivante:



Des changements considérables dans la composition de l'équipe de gestion sont intervenus fin 2007:

- Sandra Stefani a quitté l'ETF fin 2007;
- Peter Greenwood a été nommé chef à la tête du département «Opérations» de l'ETF à compter du 1er janvier 2008 en charge de toutes les activités opérationnelles de l'ETF;
- Xavier Matheu de Cortada a été nommé à la tête du département «Planification, contrôle et évaluation» à compter du 1er janvier 2008 et membre de l'équipe de gestion à l'ETF.

III. ÉTATS FINANCIERS 2007

1. Economic outturn account

	2007	2006
Revenus d'exploitation	20,037,779.96	19,234,325.52
Revenus d'exploitation - Subvention communautaire	17,572,187.83	16,014,601.28
Revenus d'exploitation - Remboursement CDT	183,256.00	0.00
Revenus d'exploitation - Divers	32,636.76	36,955.38
Revenus d'exploitation - Fonds fiduciaire italien	300,000.00	314,288.33
Revenus d'exploitation - ETE-MEDA	0.00	0.00
Revenus d'exploitation - Tempus TA 2004/05	0.00	0.00
Revenus d'exploitation - Tempus TA 2007	0.00	0.00
Revenus d'exploitation - A régulariser CE	1,949,699.37	2,868,480.53
TOTAL REVENUS D'EXPLOITATION	20,037,779.96	19,234,325.52
Dépenses administratives	-15,157,280.38	-14,477,420.26
Dépenses de personnel	-12,100,893.43	-11,538,817.23
Dépenses afférentes à l'actif immobilisé	-335,936.42	-358,572.32
Autres dépenses administratives	-2,720,450.53	-2,580,030.71
Dépenses opérationnelles	-5,229,854.79	-7,204,260.67
Dépenses opérationnelles - Subvention communautaire	-2,980,155.42	-4,021,491.81
Dépenses opérationnelles - Fonds fiduciaire italien	-300,000.00	-314,288.33
Dépenses opérationnelles - ETE-MEDA	-1,106,250.35	-1,369,285.75
Dépenses opérationnelles - Tempus TA 2004/05	-511,692.89	-1,499,194.78
Dépenses opérationnelles - Tempus TA 2007	-331,756.13	0.00
TOTAL DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET OPÉRATIONNELLES	-20,387,135.17	-21,681,680.93
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	-349,355.21	-2,447,355.41
Dépenses financières	-268.90	-546.96
PERTE D'ACTIVITÉS NON OPERATIONNELLES	-268.90	-546.96
BÉNÉFICE COURANT	-349,624.11	-2,447,902.37
BÉNÉFICE/(PERTE) EXCEPTIONNEL(LE)	0.00	0.00
RESULTAT ÉCONOMIQUE DE L'EXERCICE	-349,624.11	-2,447,902.37

2. État de variation des capitaux propres

Capital	Excédent/déficit cumulé	Résultat économique de l'exercice	Capital (total)
Solde au 31 décembre 2006	3,670,495.32	-2,447,902.37	1,222,592.95
Changement des politiques de comptabilité	0.00		0.00
Autres réévaluations	0.00		0.00
Reclassements	0.00		0.00
Affectation du résultat économique 2006	-2,447,902.37	2,447,902.37	0.00
Résultat économique de l'exercice 2007	0.00	-349,624.11	-349,624.11
Solde au 31 décembre 2007	1,222,592.95	-349,624.11	872,968.84

Remarque: l'ETF ne possède pas de réserves

3. Bilan

ACTIF	31/12/2007	31/12/2006	PASSIF	31/12/2007	31/12/2006
A. ACTIFS IMMOBILISÉS			A. CAPITAL		
Immobilisations incorporelles			Bénéfice/(perte) accumulé	1,222,592.95	3,670,495.32
Droit d'occupation	5,000,000.00	5,000,000.00	Résultat économique de l'exercice	-349,624.11	-2,447,902.37
Licences d'utilisation de logiciels	263,337.22	241,757.22	TOTAL CAPITAL	872,968.84	1,222,592.95
Amortissements	-2,381,684.52	-2,189,118.00	C. PASSIFS NON COURANTS		
Sous-total	2,881,652.70	3,052,639.22	Provisions pour risques et charges		
Immobilisations corporelles			Affaires judiciaires	1,001,000.00	550,000.00
Matériel et mobilier	281,764.48	260,747.38	TOTAL PASSIFS NON COURANTS	1,001,000.00	550,000.00
Matériel informatique	1,303,792.89	1,493,151.34	D. PASSIFS COURANTS		
Amortissements	-1,320,399.44	-1,443,237.11	Provisions pour risques et charges	154,913.33	156,855.00
Sous-total	265,157.93	310,661.61	Dettes à court terme	15,324,507.43	15,133,279.03
TOTAL ACTIFS IMMOBILISÉS	3,146,810.63	3,363,300.83	Dettes à court terme	3,570,181.29	3,649,530.20
B. ACTIFS CIRCULANTS			Autres dettes	404,596.59	226,985.89
Stocks			Décalages et régularisations	559,372.50	485,610.78
Publications	26,528.84	33,768.94	Autres dettes à court terme sur des entités consolidées de la CE	74,653.83	327,244.31
Sous-total	26,528.84	33,768.94	Préfinancements reçus d'entités consolidées de la CE	10,715,703.22	10,443,907.85
Préfinancements à court terme			TOTAL PASSIFS COURANTS	15,479,420.76	15,290,134.03
Préfinancements à court terme	856,837.74	1,169,343.89			
Sous-total	856,837.74	1,169,343.89			
Créances à court terme					
Créances courantes	44,468.18	19,392.95			
Créances diverses	406,619.97	246,446.64			
Autres	64,646.66	72,792.02			
Créances à court terme avec entités consolidées	1,365.97	719.79			
Sous-total	517,100.78	339,351.40			
Valeurs disponibles					
Comptes bancaires	12,805,411.61	12,156,761.92			
Régie d'avances	700.00	200.00			
Sous-total	12,806,111.61	12,156,961.92			
TOTAL ACTIFS CIRCULANTS	14,206,578.97	13,699,426.15			
TOTAL	17,353,389.60	17,062,726.98	TOTAL	17,353,389.60	17,062,726.98

4. Analyse des flux de trésorerie

Flux de trésorerie des activités d'exploitation	2007	2006
Bénéfice d'exploitation	-349,624.11	-2,447,902.37
<u>Ajustements</u>		
Amortissement (Immobilisations incorporelles)	192,566.52	194,031.85
Amortissement (Immobilisations corporelles)	-122,837.67	173,333.58
Provisions pour risques et charges liées au personnel	449,058.33	369,403.33
Diminution réduction valeur / clients douteux	-31,205.09	28,971.10
Diminution Stocks	7,240.10	2,732.17
Diminution Préfinancements à court terme	312,506.15	96,930.27
Augmentation Créances à court terme	-3,999,921.96	-200,576.25
Diminution Créances des entités consolidées (CE)	-646.18	6,458.83
Diminution Dettes à court terme	167,475.32	61,024.22
Augmentation Dettes des entités consolidées (CE)	3,877,776.93	-9,487,901.33
Pertes sur la vente de bâtiments ou d'équipement	0.00	0.00
Flux net de trésorerie des activités d'exploitation	502,388.34	-11,203,494.60
Flux de trésorerie sur prêts et emprunts		
Achat d'immobilisations corporelles et incorporelles	-112,206.12	-304,140.03
Vente d'immobilisations corporelles et incorporelles (+)	258,967.47	0.00
Flux net de trésorerie sur activités d'investissement	146,761.35	-304,140.03
Augmentation nette des valeurs disponibles	649,149.69	-11,507,634.63
Valeurs disponibles au début de la période	12,156,961.92	23,664,596.55
Valeurs disponibles à la fin de la période	12,806,111.61	12,156,961.92

En ce qui concerne les activités d'exploitation, l'ETF ne détient pas de provisions pour les dettes à long terme, les créances, les préfinancements et les postes exceptionnels.

En ce qui concerne les activités d'investissement, l'ETF n'a pas perçu de recettes provenant de la vente d'immobilisations, d'activités financières ou de reclassements.

Les avantages du personnel sont inclus dans les provisions pour risques et frais du personnel.

5. Compte de résultat budgétaire

	31/12/2007	31/12/2006
Recettes		
Subventions communautaires	19,450,000.00	19,450,000.00
CRT contribution du collège consultatif	0.00	1,900.00
CDT - Centre de traduction	183,256.00	0.00
Autres bailleurs de fonds - ministère italien des affaires étrangères	300,000.00	314,288.33
Autres bailleurs de fonds - convention ETE-MEDA	0.00	2,000,000.00
Autres bailleurs de fonds - CE - convention Tempus TA 2004/05	0.00	624,156.05
Autres bailleurs de fonds - CE - convention Tempus TA 2007	609,000.00	0.00
Recettes diverses	5,153.86	62,007.24
Total recettes (a)	20,547,409.86	22,452,351.62
Dépenses		
<i>Personnel - Titre I du budget</i>		
Paiements	-11,787,020.00	-11,427,417.92
Crédits reportés	-1,007,862.82	-562,462.71
<i>Administration - Titre II du budget</i>		
Paiements	-1,127,709.61	-1,157,862.03
Crédits reportés	-464,217.11	-437,130.17
<i>Activités d'exploitation - Titre III du budget</i>		
Paiements	-3,555,604.24	-3,052,335.18
Crédits reportés	-17,157.20	
<i>Recettes affectées - Titre IV</i>		
Paiements	-226,238.28	-500,163.50
Crédits reçus - non payés en 2007	-559,372.53	-479,533.02
<i>EC - convention ETE-MEDA - Titre V</i>		
Paiements	-1,106,250.35	-1,233,853.15
Crédits reçus - non payés en 2007	-2,024,463.90	-3,130,714.25
<i>EC - convention Tempus TA 2004/05 - Titre VI</i>		
Paiements	-511,692.89	-822,152.66
Crédits reçus - non payés en 2007	-352,372.42	-864,065.31
<i>EC - convention Tempus TA 2007 - Titre VI</i>		
Paiements	-331,756.13	0.00
Crédits reçus - non payés en 2007	-277,243.87	0.00
Total dépenses (b)	-23,348,961.35	-23,667,689.90
Résultat budgétaire pour l'exercice (a-b)	-2,801,551.49	-1,215,338.28
Crédits reportés et annulés	200,030.54	558,806.05
Ajustement pour report à partir de l'exercice précédent de crédits disponibles au 31 décembre provenant de recettes préaffectées	4,474,312.58	4,092,037.44
Ajustement des exercices précédents des reports provenant de recettes affectées	6,077.79	0.00
Variations des capitaux propres	0.00	0.00
Différences de change	-1,057.25	-106.49
Solde du compte de résultat de l'exercice	1,877,812.17	3,435,398.72
Résultat reporté de l'exercice précédent	3,509,714.65	74,315.93
Remboursements à la Commission européenne	-74,315.93	0.00
Montant total à rembourser à la CE	5,313,210.89	3,509,714.65
Subvention de la Commission (produit à recevoir)	14,136,789.11	16,014,601.28
Montant à rembourser à la CE relatif aux exercices 2006 et 2007	5,313,210.89	3,435,398.72

6. Rapprochement des résultats budgétaire et économique

		Montant
Perte économique 2007	+/-	-349,624.11
<i>Ajustement des postes de régularisation (postes non compris dans le résultat budgétaire, mais compris dans le résultat économique)</i>		
Ajustements pour la séparation des régularisations (reprise 31.12.N-1)	-	3,654,293.60
Ajustements pour la séparation des régularisations (régularisations 31.12.N)	+	3,607,104.13
Montant provenant du compte de liaison avec la Commission repris dans le compte de résultat économique	-	1,877,812.17
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	+	335,936.42
Provisions	+	451,000.00
Ordres de recouvrement émis en 2007	-	-32,636.76
Préfinancements régularisés au cours de l'exercice	+	1,169,343.89
Paiements effectués à partir de crédits de paiement reportés	+	799,562.34
Dépenses à régulariser CE pour l'exercice 2007 sur les fonds affectés	+/-	1,949,699.37
Différences de change	+/-	-1,057.25
<i>Ajustement des postes budgétaires (postes compris dans le résultat budgétaire, mais non compris dans le résultat économique)</i>		
Acquisitions d'actifs	-	-112,206.12
Nouveaux préfinancements payés au cours de l'exercice 2007	-	-856,837.74
Nouveaux préfinancements reçus au cours de l'exercice 2007 et restés en l'état	+	609,000.00
Ordres de recouvrement budgétaires émis et payés	-	5,153.86
Crédits de paiement reportés à l'exercice 2008	-	4,702,689.85
Annulation de crédits de paiement reportés non utilisés de l'exercice précédent	+	200,030.54
Ajustement des reports de l'exercice précédent provenant de recettes affectées	+	4,480,390.37
Provisions pour risques et charges	-	-1,941.67
Autres	+/-	3,464.92
Total		1,877,812.17
Excédent budgétaire 2007		1,877,812.17

7. Bank balances

	31.12.2007	31.12.2006
ETF		
ETF euros national	580,179.06	574,807.74
ETF euros	6,262,820.29	4,079,705.85
ETF ministère italien des affaires étrangères	596,379.64	500,843.59
ETF régie d'avances	700.00	200.00
	7,440,078.99	5,155,557.18
Convetion ETE MED		
ETE MED	2,217,269.80	3,238,309.22
	2,217,269.80	3,238,309.22
Conventions assistance technique Tempus		
Tempus CARDS/MEDA/TACIS TA 2004-2005	397,782.24	892,006.68
Tempus CARDS/MEDA/TACIS TA 2007	282,532.23	0.00
	680,314.47	892,006.68
Projets Tempus		
Bourses Tempus CARDS/PHARE	1,179,515.29	1,298,946.78
Bourses Tempus TACIS	1,281,134.49	1,563,459.97
Bourses Tempus MEDA	7,798.57	8,682.09
	2,468,448.35	2,871,088.84
Total	12,806,111.61	12,156,961.92

Les conventions sont des accords entre la Commission et l'ETF. Ces fonds, ainsi que les fonds du ministère italien des affaires étrangères, sont de type pluriannuel. Ils n'ont pas d'impact sur le résultat économique de l'ETF car ils sont versés à des bénéficiaires finaux ou remboursés s'ils n'ont pas été dépensés. Ces fonds seront comptabilisés dans les «dettes à court terme» du bilan. Cette règle s'applique également aux intérêts reçus.

Veuillez noter qu'à l'avenir, les activités Tempus diminueront encore du fait que la Commission exécute les paiements relatifs aux projets Tempus directement à partir de Bruxelles. En 2008, le programme Tempus sera rapatrié à Bruxelles.

IV. REMARQUES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Règles et principes comptables

Les principes comptables appliqués sont conformes aux dispositions du règlement financier de l'ETF, adopté par le conseil de direction de l'ETF le 7 janvier 2003 et complété par les modalités d'application adoptées le 8 septembre 2003.

L'ETF base ses règles de comptabilité sur celles appliquées par la CE. Celles-ci ont été établies en conformité avec les normes de comptabilité publique internationale (IPSAS) publiées par l'*International Federation of Accountants* (IFAC).

Depuis 2005, les comptes sont présentés sur la base de la comptabilité d'engagement qui remplace la comptabilité de caisse. Cela veut dire que les transactions et autres événements sont comptabilisés lorsqu'ils surviennent (et plus seulement à la réception ou au versement des fonds ou de leur équivalent). Ils sont donc enregistrés dans les livres de comptes et comptabilisés dans les relevés financiers des périodes auxquelles ils se rapportent. Les éléments comptabilisés dans le cadre de cette méthode sont les actifs, les passifs, les actifs nets/fonds propres, les recettes et les dépenses.

Conversion en euros

Le budget de l'ETF est préparé et exécuté en euros et les comptes sont présentés en euros. Certaines opérations relatives au personnel sont converties aux taux nationaux, au moyen des taux de change de l'euro annoncés dans la série C du Journal officiel des Communautés européennes et conformément aux dispositions statutaires en la matière. Tous les engagements budgétaires et juridiques sont établis en euros.

Éléments des états financiers

Les états financiers comportent les postes suivants:

1. compte de résultat économique;
2. état de variation des capitaux propres;
3. bilan;
4. analyse des flux de trésorerie.

Les états suivants sont fournis pour contribuer à la présentation d'une image fidèle et sincère:

5. compte de résultat budgétaire;
6. rapprochement des résultats budgétaire et économique;
7. soldes bancaires.

1. Compte de résultat économique

Le compte de résultat économique est l'équivalent d'un «compte des profits et pertes». Il présente les revenus, les dépenses et les revenus/pertes nets de l'exercice, c'est-à-dire le «résultat économique». Celui-ci est déterminé en déduisant le total des dépenses du total des recettes. Cette différence est augmentée ou diminuée par les résultats économiques des exercices antérieurs et en particulier par les montants remboursés à la Commission.

Recettes d'exploitation

Les recettes sont comptabilisées lorsqu'elles sont acquises, à savoir, concernant la subvention de la Commission, au moment de l'adoption du budget annuel. S'agissant des autres financements CE, l'ETF est en train d'adopter la même approche que pour les financements provenant d'autres sources, c'est-à-dire que les recettes sont acquises à la réception du paiement.

Les recettes d'exploitation sont ventilées de la manière suivante:

- La subvention annuelle de la Commission
Les recettes liées à la subvention de la Commission représentent la subvention annuelle de la Commission d'un montant de 19 450 000 euros (sur les 19 700 000 euros initialement alloués), moins le montant à rembourser, soit 1 877 812,17 euros, ce qui donne un total de 17 572 187,83 euros.
- Par addition des recettes diverses accumulées d'un montant total de 30 229,09 euros et de 2 407,67 euros au titre des différences de change, on obtient un total de recettes diverses s'élevant à 32 636,76 euros.
- Un montant de 183 256 euros provient du Centre de traduction.
- La subvention de la Commission provient des lignes budgétaires 15.03.02 (Stratégie de préadhésion) et 15.03.03 (Action extérieure - Tacis, CARDS et MEDA) du budget général de la CE.
- Autres recettes d'exploitation
Les contributions du Fonds fiduciaire italien. Ce type de financement est désigné sous le terme «fonds affectés» ou «recettes affectées». Introduit comme recettes, on trouve l'ajustement pour les dépenses déjà prises en compte, représentant le montant des dépenses pour le projet ETE-MEDA (1 106 250,35 euros), l'assistance technique Tempus 2004/05 (511 692,89 euros) et l'assistance technique Tempus 2007 (331 756,13 euros) à apurer par la Commission.

Dépenses administratives et opérationnelles

Au sens du calcul du solde de l'exercice, les dépenses font référence aux paiements sur crédits de l'exercice, auxquels s'ajoutent les dépenses accumulées afférentes aux engagements du même exercice financier qui sont reportées à l'exercice suivant.

Les paiements enregistrés dans les comptes sont ceux qui ont été autorisés et effectués par le comptable avant le 31 décembre 2007. Le report des crédits est limité au seul exercice suivant, sauf en ce qui concerne les recettes affectées. Les crédits relatifs aux recettes affectées peuvent être reportés jusqu'à la date finale de l'accord y afférent.

Le report est de droit lorsqu'il correspond à un engagement juridiquement contraignant restant à payer; il est soumis à l'autorisation préalable du conseil de direction dans tous les autres cas. Les dépenses se divisent en dépenses administratives, opérationnelles et financières ainsi qu'en paiements liés aux recettes affectées.

Les dépenses administratives englobent 1) les paiements liés au personnel, y compris les dépenses accumulées liées aux congés du personnel qui n'ont pas été pris durant l'exercice, 2) les coûts liés aux stocks et aux immobilisations y compris les amortissements, et 3) d'autres dépenses administratives notamment liées à l'infrastructure et au matériel, y compris les pertes liées au taux de change.

Les dépenses opérationnelles sont dans l'ensemble liées à l'exécution du programme de travail de l'ETF. Elles comprennent les montants liés à l'exécution de projets financés en dehors de la subvention annuelle de l'ETF, c'est-à-dire les recettes affectées. Les dépenses financières comprennent les frais bancaires et les arrondis.

2. État de la variation des capitaux propres

L'état de variation des capitaux propres comprend seulement le résultat économique de l'exercice.

3. Bilan

Le bilan est une liste détaillée faisant apparaître tous les éléments d'actif et de passif ainsi que les fonds propres reflétant la situation financière d'une organisation à une date précise. Pour l'ETF, cette date est le 31 décembre 2007.

Actif

Actif immobilisé

L'actif immobilisé comprend les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles représentent les droits d'occupation des locaux et les licences d'utilisation des logiciels. L'amortissement relatif aux droits d'occupation des locaux est calculé sur la base du contrat de location de 30 ans faisant suite à la contribution financière allouée pour les travaux de restauration. Les frais de location annuelle sont symboliquement de 1 euro.

Les immobilisations corporelles représentent tous les biens meubles (matériel informatique, installations techniques et mobilier) dont le prix d'achat est supérieur à 420 euros et qui sont évalués à leur valeur d'acquisition en monnaies nationales, convertie en euros aux taux de change comptable en vigueur à la date de l'achat.

La date de livraison est prise comme base pour le calcul de l'amortissement, qui est calculé tous les mois. L'actif immobilisé n'est pas inscrit au compte des dépenses; il est enregistré immédiatement en tant qu'actif dans le bilan. L'amortissement est comptabilisé parmi les dépenses. L'amortissement a une influence sur le résultat de l'exercice financier. La valeur comptable nette de l'actif immobilisé est présentée dans les deux tableaux ci-dessous.

Immobilisations incorporelles

	Droits d'occupation des locaux	Licences d'utilisation des logiciels	Total
A) Prix d'achat			
Valeur au 1.1.2007	5 000 000,00	241 757,22	5 241 757,22
Changements en cours d'exercice:			
- Additions		21 580,00	21 580,00
- Retraits			0,00
- Correction sur la valeur du solde			0,00
Fin de l'exercice	5 000 000,00	263 337,22	5 263 337,00
B) Amortissement			
Valeur au 1.1.2007	2 000 000,00	189 118,00	2 189 118,00
Changements en cours d'exercice:			
- Additions	166 666,67	25 899,85	192 566,52
- Retraits			0,00
- Correction sur la valeur du solde			0,00
Fin de l'exercice	2 166 666,67	215 017,85	2 381 684,52
Valeur nette (A + B)	2 833 333,33	48 319,37	2 881 652,70

Stocks

Les publications sont enregistrées dans les stocks de l'ETF et non dans les «coûts». Bien que la valeur commerciale des publications soit nulle, leur valeur de remplacement est estimée à 26 528,84 euros. Le nombre de publications en stock décroît continuellement car de nombreuses publications peuvent désormais être téléchargées à partir du site web de l'ETF.

Préfinancements à court terme

Les préfinancements sont des paiements représentant pour leurs bénéficiaires une avance de trésorerie. Ils peuvent être divisés en plusieurs paiements décaissés au cours d'une période définie dans l'accord de préfinancement concerné. À la fin de l'exercice, les montants des préfinancements en suspens sont évalués au montant d'origine moins les montants rendus, les montants éligibles liquidés et les montants éligibles estimés qui ne sont pas encore liquidés à la fin de l'exercice et les réductions de valeur.

Immobilisations corporelles

	Installations, machines et mobilier	Matériel informatique	Total
A) Prix d'achat			
Valeur au 1.1.2007	260 747,38	1 493 151,34	1 753 898,72
Changements en cours d'exercice:			
- Additions	21 017,10	69 609,02	90 626,12
- Retraits		258 967,47	258 967,47
- Correction sur la valeur du solde			0,00
Fin de l'exercice	281 764,48	1 303 792,89	1 585 557,37
B) Amortissement			
Valeur au 1.1.2007	219 869,04	1 223 368,07	1 443 237,11
Changements en cours d'exercice:			
- Additions	12 318,59	123 811,21	136 129,80
- Retraits		258 967,47	258 967,47
- Correction sur la valeur du solde			0,00
Fin de l'exercice	232 187,63	1 088 211,81	1 320 399,44
Valeur nette (A + B)	49 576,85	215 581,08	265 157,93

Les taux d'amortissement annuels appliqués à l'actif immobilisé sont les suivants:

Logiciels et matériels informatiques	25 %
Matériel de télécommunication et d'audiovisuel	25 %
Imprimerie, affranchissement, sécurité, immeubles, outillage	12,5 %
Mobiliers	10 %

Créances à court terme

À la rubrique «créances à court terme», figurent les montants que doivent les clients et d'autres débiteurs, les avances versées au titre des missions en cours, les dépenses reportées et les créances sur des entités consolidées.

Comptes de trésorerie

Les valeurs disponibles sont comptabilisées dans le bilan au prix coûtant. Elles comprennent la caisse, les dépôts bancaires, les paiements envoyés aux banques et les intérêts reçus en janvier concernant 2007. Par rapport à l'exercice précédent, on constate une légère augmentation en raison de la liquidation et de la note de débit prévues concernant la clôture de la convention de l'assistance technique Tempus 2004/05.

Passif

Capital

Le capital se compose des bénéfices/déficit accumulés des années précédentes auxquels s'ajoute le résultat économique de l'exercice. (Voir également le tableau 2, état de variation des capitaux propres).

Provision pour risques et charges

Sous cette rubrique figurent les charges reportées telles que les dettes à court terme et les régularisations lorsqu'il existe une incertitude concernant l'échéance ou le montant des dépenses futures nécessaires pour la liquidation de l'obligation légale. Une provision de ce type est prévue pour 2007 concernant des affaires juridiques en instance.

Provision pour risques et frais

En 2007, l'ETF a reconnu les congés qui n'ont pas été pris durant l'exercice comme des provisions pour risques et frais.

Dettes à court terme

Les sommes dues aux créateurs pour des biens livrés ou des services prestés (charges à imputer) et les préfinancements en attente venant de la CE ou d'autres institutions communautaires.

Les principaux facteurs ayant contribué à cette augmentation sont présentés ci-dessous:

Dettes courantes d'un montant de 3 570 181,29 euros liées principalement aux dépenses accumulées estimées concernant les crédits à reporter à 2007 et dépenses accumulées estimées concernant les préfinancements versés par l'ETF aux contractants. Ce montant est ventilé de la manière suivante:

Description	Montant
Fonds fiduciaire italien – intérêts accumulés jusqu'en 2007	37 007,14
Reports – dépenses estimées relatives à 2007	2 676 336,41
Dépenses accumulées estimées concernant les préfinancements versés 2007	856 837,74
TOTAL	3 570 181,29

D'autres dettes à court terme sont dues à des entités consolidées de la CE, notamment dans le contexte des conventions gérées par l'ETF. On observe une légère augmentation par rapport à 2006, en raison du lancement de la nouvelle convention pour l'assistance technique Tempus en 2007 et du fait que les intérêts reçus figurent, comme en 2007, sous ce chapitre, alors qu'ils figuraient auparavant sous «Préfinancements reçus d'entités consolidées de la CE». Le montant total reçu en tant que préfinancements reste pendant jusqu'à liquidation ou réception d'une note de débit par la CE. En 2007, la différence entre les montants reçus au titre de préfinancements et les montants payés était enregistrée en tant que préfinancement. Le montant total concerné est de 10 715 703,22 euros:

Description de la convention	DG ou service de la CE	Montant	Situation/remarques
COMM (Tempus TA C-M-T 2004/05)	DG EAC	1 399 104,04	Ffonds reçus en souffrance
COMM (Tempus TA C-M-T 2004/05)	DG EAC	609 000,00	Fonds reçus
COMM (bourses Tempus Phare/CARDS)	DG EAC	1 130 867,36	Fonds non dépensés /remboursements reçus /intérêts reçus
COMM (bourses Tempus MEDA)	DG EAC	7 451,91	Fonds non dépensés /remboursements reçus /intérêts reçus
COMM (bourses Tempus Tacis)	DG EAC	1 221 104,96	Fonds non dépensés /remboursements reçus /intérêts reçus
COMM (convention ETE MED)	DG Aidco	4 500 000,00	Fonds reçus
SOUS-TOTAL		8 867 528,27	
Soldes en souffrance avec diverses entités de la CE		3 164,23	AVIA-AGEAC-EMSA-FEX-FODUB
Subvention ETF – intérêt à recouvrer	DG EAC	385 823,68	Intérêts accumulés 2006 & 2007
Subvention CE	DG EAC	5 313 210,89	Résultat 2006 & 2007
En attente de liquidation CE - MEDA-ETE	DG Aidco	-2 475 536,10	Dépenses accumulées-> 2007
En attente de liquidation CE – Tempus TA 2004/05	DG EAC	-1 046 731,62	Dépenses accumulées-> 2007 en attente de liquidation
En attente de liquidation CE – Tempus TA 2007	DG EAC	-331 756,13	Dépenses accumulées-> 2007
SOUS-TOTAL		1 848 174,95	
TOTAL		10 715 703,22	

Les montants dus à la CE connus et confirmés par certaines entités figurent au chapitre «Préfinancements reçus d'entités consolidées de la CE». Le montant total concerné représente 74 653,83 euros et il est associé aux services fournis par d'autres services de la CE et d'autres agences.

4. Analyse des flux de trésorerie

L'analyse des flux de trésorerie représente les mouvements de trésorerie, autrement dit la différence entre les encaissements et les décaissements au cours d'une période déterminée. On constate une légère augmentation des flux de trésorerie en raison de la liquidation et de la note de débit prévues concernant la clôture de la convention de l'assistance technique Tempus 2004/05.

5. Compte de résultat budgétaire

Le résultat budgétaire de 2007 représente la différence entre:

- les recettes encaissées enregistrées durant cet exercice financier;
- le volume des décaissements effectués à partir des crédits de l'exercice financier concerné, plus les crédits du même exercice financier reportés à l'exercice financier suivant; et
- les annulations des crédits reportés de l'exercice financier précédent.

Cette différence est augmentée ou réduite par:

- le solde résultant des profits et pertes de change enregistrés durant l'exercice financier;
- les résultats des années précédentes remboursés à la CE.

Une nouvelle convention a été signée fin 2006 pour couvrir les dernières activités de Tempus à l'ETF, initialement limitée à l'exercice 2007, pour un montant de 870 000 euros. En 2007, l'ETF n'a reçu que 609 000 euros. Le montant reporté dans le compte de résultat budgétaire correspond au montant total de la convention reçu en 2007, soit 609 000 euros.

6. Rapprochement des résultats budgétaire et économique

Le résultat budgétaire et son rapprochement du résultat économique sont présentés pour fournir au lecteur un tableau plus complet et démontrer la différence entre bilan économique et bilan budgétaire. L'ajout de ces données aide le lecteur à faire le lien entre le résultat basé sur

l'encaissement du résultat budgétaire de 2007 par rapport au résultat économique accumulé de 2007.

V. REMARQUES SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET ET LA GESTION FINANCIÈRE

1. Introduction

Principes budgétaires

Les principes budgétaires adoptés par l'ETF sont conformes aux dispositions associées du règlement financier de l'ETF adopté par le conseil de direction de l'ETF le 7 janvier 2003 et complété par les modalités d'application adoptées le 8 septembre 2003. L'établissement et l'exécution du budget de la Fondation respectent donc les principes d'unité et de vérité budgétaire, d'annualité, d'équilibre, d'unité de compte, d'universalité, de spécialité, de bonne gestion financière et de transparence.

Structure du budget

L'état des dépenses du budget de l'ETF est présenté selon une nomenclature comportant une classification par destination. Il est donc divisé en six titres dont chacun se divise en chapitres, articles et postes.

L'ETF applique la nomenclature et la structure employées par la Commission européenne pour les titres 1, 2 et 3. Les titres 1 et 2 concernent les dépenses administratives tandis que le titre 3 est réservé aux dépenses opérationnelles.

- Le titre 1 englobe les dépenses relatives au personnel autorisé dans le tableau des effectifs de l'ETF et les dépenses concernant le personnel extérieur (y compris le personnel auxiliaire) et d'autres dépenses de gestion (y compris les frais de représentation);
- Le titre 2 couvre les dépenses administratives telles que les immeubles, le nettoyage et l'entretien, les locations, les télécommunications, l'eau, le gaz et l'électricité, ainsi que les dépenses de soutien (dont les frais de réunion).
- Le titre 3 couvre les dépenses relatives aux activités de l'ETF et notamment l'exécution de son programme de travail.

Les titres 4, 5 et 6 concernent les budgets des fonds ou recettes affectés, associés à des contrats ou conventions particuliers conclus avec la CE et d'autres bailleurs de fonds. Ils se définissent de la manière suivante:

- Le titre 4 représente la coopération avec d'autres organisations. À l'heure actuelle, il ne comprend que les contributions du ministère italien des affaires étrangères.
- Le titre 5 représente la convention ETE-MED de la Commission européenne.
- Le titre 6 représente les conventions d'assistance technique Tempus de la CE.
 - L'exécution du budget est préparée sur la base d'une «comptabilité de caisse modifiée». Le terme «modifiée» renvoie au fait que les montants reportés annuels sont inclus dans le budget.
 - Les «montants reportés» sont associés aux engagements légaux conclus durant l'exercice budgétaire. Ces montants sont liés au paiement de sommes dues concernant ces engagements à la fin de l'exercice.
 - Le terme «engagement légal» renvoie à des actions juridiquement contraignantes accomplies par l'ETF, par exemple à des contrats ou à d'autres accords signés et à des commandes placées.
 - Dans le contexte de l'exécution du budget, le terme «dépenses» recouvre les crédits d'engagements utilisés. Les crédits d'engagement utilisés sont des engagements payés en 2007 et des engagements (en partie) reportés sur 2008.

Des remarques concernant les aspects les plus pertinents de l'exécution du budget par titre, chapitre et poste et des renseignements complets sur l'exécution du budget en 2007 sont donnés dans la suite de la présente section.

Exécution du budget de l'ETF en 2007

Afin de fournir au lecteur une aperçu complet des activités financières liées à l'exécution du budget en 2007, un tableau reprenant les crédits d'engagement et de paiement est présenté ci-après. Les données relatives aux paiements portent non seulement sur ceux exécutés en 2007, associés au budget 2007, mais ceux exécutés en 2007 reposant sur les budgets des exercices précédents. S'agissant de la convention d'assistance technique Tempus 2007, compte tenu de la durée relativement courte de cette convention, la totalité du montant (870 000 euros) des crédits de paiement a été débloquée au lieu du seul montant reçu (609 000 euros).

En 2007, des paiements ont été effectués dans le cadre des conventions des années précédentes signées par l'ETF avec la Commission. Les données relatives aux anciennes conventions (bourses Tempus) ne figurent pas dans le budget 2007 et n'apparaissent pas dans le tableau de l'exécution du budget. Aucun autre engagement n'a pu être établi en ce qui concerne ces conventions. Les montants disponibles en banque aux fins de paiement (désignés sous «dettes à court terme» dans le bilan) liés à ces conventions sont supérieurs aux montants reportés ici, étant donné qu'ils comprennent les intérêts accumulés et les remboursements émanant des contractants. Il n'est pas prévu de faire apparaître ce type de recettes dans le budget lié aux conventions dans la mesure où il doit être payé à nouveau à la CE.

Fin 2007, l'ETF doit recevoir une note de débit pour la convention Tempus TA 2004/05 d'un montant de 397 782,24 euros ainsi ventilé: 47 875,22 euros de fonds non engagés, 304 497,20 euros de crédits de paiement en souffrance et 45 409,82 euros d'intérêts accumulés.

Une nouvelle convention a été signée fin 2006 pour couvrir les dernières activités de Tempus à l'ETF, initialement uniquement prévue pour 2007, pour un montant de 870 000 euros. En 2007, l'ETF n'a reçu que 609 000 euros. Le montant reporté dans le compte de résultat budgétaire correspond au montant total de la convention reçue en 2007, soit 609 000 euros.

Contrairement aux années précédentes, au cours du processus d'autorisation budgétaire de l'agence pour l'exercice 2007, le Parlement européen a décidé de mettre un certain montant en réserve à débloquer une fois certaines conditions satisfaites. Pour l'ETF, cette réserve imposée par le Parlement européen s'élevait à un montant total de 583 100 euros (2,96 % de la subvention pour 2007), soit 99 500 euros aux titres 1 et 2 («dépenses administratives») et 483 600 euros au titre 3 («dépenses opérationnelles»).

La réserve a été débloquée en juin 2007 et intégrée au budget modifié en septembre 2007.

Cette réserve était ventilée comme suit:

Ligne budgétaire		Montant en réserve (euros)
1100	HR – Salaires de base	-99 500
Titres 1 et 2		-99 500
3010	ECU – Publications générales	-25 000
3040	ECU – Frais de traduction	-75 000
3150	ENP-NET – Réseaux	-64 000
3160	IPA-EDU – Éducation et formation 2010	-100 000
3160	IPA-NET – Réseaux	-100 000
3180	ILLP-PLPC – Apprentissage des politiques dans les pays partenaires	-119 600
Titre 3		-483 600

2. Utilisation des crédits

i. Crédits de l'exercice courant

Crédits engagés

Crédits payés

Poste	Description	Crédits finaux engagés disponibles 2007	Engagements 2007		Total engagements reportés à 2008	Crédits finaux payés disponibles 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2006	Montant total des paiements réalisés en 2007		Crédits payés reportés à 2008
1100	Traitements de base	6 763 000,00	6 358 696,57	94,02%	0,00	6 763 000,00	6 358 696,57	0,00	6 358 696,57	94,02%	0,00
1101	Allocations familiales	617 000,00	616 340,14	99,89%	0,00	617 000,00	616 340,14	0,00	616 340,14	99,89%	0,00
1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation	820 000,00	793 664,73	96,79%	0,00	820 000,00	793 664,73	0,00	793 664,73	96,79%	0,00
1110	Agent contractuel	1 291 900,00	1 230 314,74	95,23%	943,76	1 291 900,00	1 229 370,98	0,00	1 229 370,98	95,16%	943,76
1112	Agents locaux	158 100,00	151 482,66	95,81%	526,92	158 100,00	150 955,74	0,00	150 955,74	95,48%	526,92
1130	Assurance maladie	225 000,00	219 106,34	97,38%	0,00	225 000,00	219 106,34	0,00	219 106,34	97,38%	0,00
1131	Assurance accidents et maladies professionnelles	50 000,00	45 548,21	91,10%	0,00	50 000,00	45 548,21	0,00	45 548,21	91,10%	0,00
1132	Assurance chômage pour les agents temporaires	90 000,00	85 041,59	94,49%	0,00	90 000,00	85 041,59	0,00	85 041,59	94,49%	0,00
1140	Allocations de naissance et décès	2 000,00	396,62	19,83%	0,00	2 000,00	396,62	0,00	396,62	19,83%	0,00
1141	Frais de voyage annuel du lieu d'affectation au lieu d'origine	140 000,00	123 352,29	88,11%	0,00	140 000,00	123 352,29	0,00	123 352,29	88,11%	0,00
1147	Indemnités pour service continu ou par tours et pour astreinte sur le site et/ou à domicile	21 000,00	16 433,20	78,25%	0,00	21 000,00	16 433,20	0,00	16 433,20	78,25%	0,00
1172	Frais d'organisation de stages avec la Fondation	12 000,00	8 827,46	73,56%	100,00	12 000,00	8 727,46	0,00	8 727,46	72,73%	100,00
1177	Autres prestations et services institutionnels d'audit	745 400,00	592 378,50	79,47%	223 272,51	745 400,00	369 105,99	0,00	369 105,99	49,52%	223 272,51
1180	Frais divers de recrutement	75 000,00	60 302,00	80,40%	11 837,28	75 000,00	48 464,72	0,00	48 464,72	64,62%	11 837,28
1181	Frais de voyage (début et fin du contrat)	13 000,00	2 930,46	22,54%	0,00	13 000,00	2 930,46	0,00	2 930,46	22,54%	0,00
1182	Indemnités d'installation	110 000,00	75 536,22	68,67%	0,00	110 000,00	75 536,22	0,00	75 536,22	68,67%	0,00

Crédits engagés

Crédits payés

Poste	Description	Crédits finaux engagés disponibles 2007	Engagements 2007		Total engagements reportés à 2008	Crédits finaux payés disponibles 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2006	Montant total des paiements réalisés en 2007		Crédits payés reportés à 2008
1183	Frais de déménagement	110 000,00	62 570,12	56,88%	21 516,00	110 000,00	41 054,12	0,00	41 054,12	37,32%	21 516,00
1184	Indemnités journalières temporaires	43 000,00	30 403,80	70,71%	0,00	43 000,00	30 403,80	0,00	30 403,80	70,71%	0,00
1190	Coefficients (Coefficients correcteurs)	867 000,00	803 672,69	92,70%	0,00	867 000,00	803 672,69	0,00	803 672,69	92,70%	0,00
1191	Adaptation salariale	164 000,00	41 586,01	25,36%	0,00	164 000,00	41 586,01	0,00	41 586,01	25,36%	0,00
Sous-Total	Chapitre 11 - Personnel en activité	12 317 400,00	11 318 584,35	91,89%	258 196,47	12 317 400,00	11 060 387,88	0,00	11 060 387,88	89,79%	258 196,47
1300	Frais de missions et de déplacement	1 056 000,00	1 056 000,00	100,00%	651 146,53	1 056 000,00	404 853,47	0,00	404 853,47	38,34%	651 146,53
Sous-total	Chapitre 13 - Missions et déplacements	1 056 000,00	1 056 000,00	100,00%	651 146,53	1 056 000,00	404 853,47	0,00	404 853,47	38,34%	651 146,53
1430	Service médical	26 000,00	25 910,00	99,65%	10 081,21	26 000,00	15 828,79	0,00	15 828,79	60,88%	10 081,21
1440	Formation interne	145 000,00	132 532,49	91,40%	79 773,92	145 000,00	52 758,57	0,00	52 758,57	36,39%	79 773,92
1490	Autres interventions	9 600,00	7 831,50	81,58%	5 111,50	9 600,00	2 720,00	0,00	2 720,00	28,33%	5 111,50
Sous-total	Chapitre 14 - Infrastructure à caractère socio-médical	180 600,00	166 273,99	92,07%	94 966,63	180 600,00	71 307,36	0,00	71 307,36	39,48%	94 966,63
1520	Experts nationaux détachés	255 000,00	244 139,48	95,74%	0,00	255 000,00	244 139,48	0,00	244 139,48	95,74%	0,00
Sous-total	Chapitre 15 - Échange de personnel entre la Fondation et le secteur public	255 000,00	244 139,48	95,74%	0,00	255 000,00	244 139,48	0,00	244 139,48	95,74%	0,00
1700	Frais de réception et de représentation	10 000,00	9 885,00	98,85%	3 553,19	10 000,00	6 331,81	0,00	6 331,81	63,32%	3 553,19
Sous-total	Chapitre 17 - Frais de réception et de représentation	10 000,00	9 885,00	98,85%	3 553,19	10 000,00	6 331,81	0,00	6 331,81	63,32%	3 553,19
Sous-total	Titre 1 - Dépenses concernant les personnes liées à la Fondation	13 819 000,00	12 794 882,82	92,59%	1 007 862,82	13 819 000,00	11 787 020,00	-	11 787 020,00	85,30%	1 007 862,82
2000	Location	24 000,00	23 315,56	97,15%	0,00	24 000,00	23 315,56	0,00	23 315,56	97,15%	0,00
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	126 000,00	126 000,00	100,00%	30 639,35	126 000,00	95 360,65	0,00	95 360,65	75,68%	30 639,35
2030	Nettoyage et entretien	398 000,00	398 000,00	100,00%	87 123,72	398 000,00	310 876,28	0,00	310 876,28	78,11%	87 123,72

Crédits engagés

Crédits payés

Poste	Description	Crédits finaux engagés disponibles 2007	Engagements 2007		Total engagements reportés à 2008	Crédits finaux payés disponibles 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2006	Montant total des paiements réalisés en 2007		Crédits payés reportés à 2008
2040	Aménagement des locaux	10 000,00	9 204,00	92,04%	0,00	10 000,00	9 204,00	0,00	9 204,00	92,04%	0,00
2050	Sécurité et surveillance	107 000,00	106 234,37	99,28%	21 988,62	107 000,00	84 245,75	0,00	84 245,75	78,73%	21 988,62
2090	Autres dépenses immobilières, dont assurances et frais administratifs	132 000,00	131 755,00	99,81%	38 357,69	132 000,00	93 397,31	0,00	93 397,31	70,76%	38 357,69
Sous-total	Chapitre 20 - Investissement immobilier, location d'immeubles et frais accessoires	797 000,00	794 508,93	99,69%	178 109,38	797 000,00	616 399,55	0,00	616 399,55	77,34%	178 109,38
2100	Matériel TIC	85 400,00	69 828,99	81,77%	51 687,94	85 400,00	18 141,05	0,00	18 141,05	21,24%	51 687,94
2101	Développement et achat de logiciels	120 000,00	90 998,82	75,83%	33 215,50	120 000,00	57 783,32	0,00	57 783,32	48,15%	33 215,50
2102	Autres dépenses	154 700,00	148 110,41	95,74%	12 708,26	154 700,00	135 402,15	0,00	135 402,15	87,53%	12 708,26
2103	Coûts des télécoms	105 000,00	105 000,00	100,00%	23 911,80	105 000,00	81 088,20	0,00	81 088,20	77,23%	23 911,80
2104	Coûts des équipements télécoms	15 000,00	11 488,10	76,59%	7 370,00	15 000,00	4 118,10	0,00	4 118,10	27,45%	7 370,00
Sous-total	Chapitre 21 - Technologie de l'information et de la communication	480 100,00	425 426,32	88,61%	128 893,50	480 100,00	296 532,82	0,00	296 532,82	61,76%	128 893,50
2200	Achat d'installations techniques et matériel bureautique	14 053,20	11 812,72	84,06%	630,50	14 053,20	11 182,22	0,00	11 182,22	79,57%	630,50
2202	Location d'installations techniques et matériel bureautique	37 000,00	7 814,67	21,12%	250,00	37 000,00	7 564,67	0,00	7 564,67	20,45%	250,00
2203	Entretien, utilisation et réparation d'installations techniques et matériel bureautique	3 763,00	2 585,00	68,70%	100,00	3 763,00	2 485,00	0,00	2 485,00	66,04%	100,00
2210	Achat de mobilier	9 021,80	4 537,20	50,29%	120,00	9 021,80	4 417,20	0,00	4 417,20	48,96%	120,00
2233	Entretien, utilisation et réparation de mobilier	162,00	162,00	100,00%	162,00	162,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	162,00
2250	Achat de publications non opérationnelles et abonnements	6 000,00	3 065,00	51,08%	679,81	6 000,00	2 385,19	0,00	2 385,19	39,75%	679,81

Crédits engagés

Crédits payés

Poste	Description	Crédits finaux engagés disponibles 2007	Engagements 2007		Total engagements reportés à 2008	Crédits finaux payés disponibles 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2006	Montant total des paiements réalisés en 2007		Crédits payés reportés à 2008
Sous-total	Chapitre 22 - Biens meubles et frais accessoires	70 000,00	29 976,59	42,82%	1 942,31	70 000,00	28 034,28	0,00	28 034,28	40,05%	1 942,31
2300	Papeterie et fournitures de bureau	61 900,00	56 934,46	91,98%	28 320,41	61 900,00	28 614,05	0,00	28 614,05	46,23%	28 320,41
2320	Dépenses financières diverses	2 000,00	268,90	13,45%	0,00	2 000,00	268,90	0,00	268,90	13,45%	0,00
2330	Frais de contentieux	54 000,00	53 376,01	98,84%	45 680,34	54 000,00	7 695,67	0,00	7 695,67	14,25%	45 680,34
2350	Assurances diverses	27 000,00	26 800,00	99,26%	1 699,96	27 000,00	25 100,04	0,00	25 100,04	92,96%	1 699,96
2352	Frais divers de réunions internes	5 000,00	3 014,77	60,30%	385,50	5 000,00	2 629,27	0,00	2 629,27	52,59%	385,50
2355	Menues dépenses	5 000,00	1 284,56	25,69%	500,00	5 000,00	784,56	0,00	784,56	15,69%	500,00
2360	Publications au Journal officiel	60 000,00	34 508,43	57,51%	22 546,99	60 000,00	11 961,44	0,00	11 961,44	19,94%	22 546,99
Sous-total	Chapitre 23 - Dépenses courantes de fonctionnement administratif	214 900,00	176 187,13	81,99%	99 133,20	214 900,00	77 053,93	0,00	77 053,93	35,86%	99 133,20
2400	Correspondance et frais de port	51 000,00	49 213,72	96,50%	30 540,17	51 000,00	18 673,55	0,00	18 673,55	36,61%	30 540,17
Sous-total	Chapitre 24 - Affranchissement et télécommunications	51 000,00	49 213,72	96,50%	30 540,17	51 000,00	18 673,55	0,00	18 673,55	36,61%	30 540,17
2500	Frais de réunion du conseil de direction	132 000,00	116 614,03	88,34%	25 598,55	132 000,00	91 015,48	0,00	91 015,48	68,95%	25 598,55
Sous-total	Chapitre 25 - Frais de réunion et de convocation	132 000,00	116 614,03	88,34%	25 598,55	132 000,00	91 015,48	0,00	91 015,48	68,95%	25 598,55
Sous-total	Titre 2 - Immeuble, matériel et frais divers de fonctionnement	1 745 000,00	1 591 926,72	91,23%	464 217,11	1 745 000,00	1 127 709,61	0,00	1 127 709,61	64,63%	464 217,11
3000	Achat de publications et d'abonnements opérationnels	15 000,00	14 050,00	93,67%	1 817,97	31 416,63	12 232,03	2 188,25	14 420,28	45,90%	0,00
3010	Publications générales - Unité communication externe	574 689,35	522 282,54	90,88%	142 514,93	585 574,58	379 767,61	167 363,37	547 130,98	93,43%	0,00
3030	Associations professionnelles et frais de participation	4 310,65	4 310,65	100,00%	0,00	4 310,65	4 310,65	0,00	4 310,65	100,00%	0,00
3040	Frais de traduction - subvention de l'ETF	115 000,00	115 000,00	100,00%	41 121,84	173 559,00	73 878,16	83 645,70	157 523,86	90,76%	0,00

Crédits engagés

Crédits payés

Poste	Description	Crédits finaux engagés disponibles 2007	Engagements 2007		Total engagements reportés à 2008	Crédits finaux payés disponibles 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2006	Montant total des paiements réalisés en 2007		Crédits payés reportés à 2008
3040	Frais de traduction - recette affectée du CDT	183 256,00	183 256,00	100,00%	17 157,20	183 255,00	166 098,80	0,00	166 098,80	90,64%	17 157,20
3050	Réunions du collège consultatif	0,00	0,00	0,00%	0,00	214,35	0,00	214,35	214,35	100,00%	0,00
Sous-total	Chapitre 30 - Dépenses opérationnelles	892 256,00	838 899,19	0,00%	202 611,94	978 330,21	636 287,25	253 411,67	889 698,92	90,94%	17 157,20
3100	Actions prioritaires: activités du programme de travail					550 214,66	0,00	500 187,54	500 187,54	90,91%	0,00
3110	Collecte et analyse de l'information grâce au réseau des observatoires nationaux					517 663,89	0,00	356 304,86	356 304,86	68,83%	0,00
3120	Activités de développement – domaines thématiques					256 798,84	0,00	222 971,69	222 971,69	86,83%	0,00
3130	Frais d'assurance relatifs aux activités du programme de travail	8 000,00	8 000,00	100,00%	8 000,00	7 460,00	0,00	260,00	260,00	3,49%	0,00
3140	Évaluation d'impact et audit des activités liées au programme de travail	329 250,00	219 918,62	66,79%	185 020,42	423 496,54	34 898,20	213 762,89	248 661,09	58,72%	0,00
3150	PEV - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone de voisinage	986 000,00	881 905,73	89,44%	469 500,14	455 755,86	412 405,59	0,00	412 405,59	90,49%	0,00
3160	IAP - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone d'élargissement	1 023 000,00	939 112,19	91,80%	504 871,63	570 987,00	434 240,56	0,00	434 240,56	76,05%	0,00
3170	DCI - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans l'instrument de coopération au développement	352 500,00	291 838,96	82,79%	105 909,00	219 783,15	185 929,96	0,00	185 929,96	84,60%	0,00
3180	PIA - Projets: innovation et apprentissage	728 250,00	614 661,20	84,40%	309 717,17	338 764,85	304 944,03	0,00	304 944,03	90,02%	0,00
Sous-total	Chapitre 31 - Actions prioritaires: activités du programme de travail	3 427 000,00	2 955 436,70	86,24%	1 583 018,36	3 340 924,79	1 372 418,34	1 293 486,98	2 665 905,32	79,80%	0,00
Sous-total	Titre 3 - Dépenses résultant de l'exercice de missions spécifiques	4 319 256,00	3 794 335,89	87,85%	1 785 630,30	4 319 255,00	2 008 705,59	1 546 898,65	3 555 604,24	82,32%	17 157,20

Crédits engagés

Crédits payés

Poste	Description	Crédits finaux engagés disponibles 2007	Engagements 2007		Total engagements reportés à 2008	Crédits finaux payés disponibles 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2007	Paiements réalisés en 2007 liés à des engagements 2006	Montant total des paiements réalisés en 2007		Crédits payés reportés à 2008
Total	Budget total disponible:	19 883 256,00	18 181 145,43	91,44%	3 257 710,23	19 883 255,00	14 923 435,20	1 546 898,65	16 470 333,85	82,84%	1 489 237,13

ii. Crédits reportés de 2006 à 2007

Poste	Description	Engagements reportés de 2006 à 2007	Crédits payés disponibles de 2006 en 2007	Paiements réalisés à partir de crédits de 2006 en 2007	Crédits payés de 2006 annulés en 2007
1110	Agents contractuels	847,28	847,28	235,62	611,66
1112	Agents locaux	1 059,97	1 059,97	172,58	887,39
1177	Autres prestations et services institutionnels d'audit	121 247,77	121 247,77	80 630,18	40 617,59
1180	Frais divers de recrutement	31 327,49	31 327,49	22 672,48	8 655,01
1183	Frais de déménagement	1 850,00	1 850,00	1 850,00	0,00
Sous-total	Chapitre 11 - Personnel en activité	156 332,51	156 332,51	105 560,86	50 771,65
1300	Frais de missions et de déplacement	320 624,37	320 624,37	276 433,61	44 190,76
Sous-total	Chapitre 13 - Missions et déplacements	320 624,37	320 624,37	276 433,61	44 190,76
1430	Service médical	11 181,05	11 181,05	4 146,55	7 034,50
1440	Formation interne	63 605,80	63 605,80	46 629,38	16 976,42
1490	Autres interventions	3 500,00	3 500,00	3 500,00	0,00
Sous-total	Chapitre 14 - Infrastructure à caractère socio-médical	78 286,85	78 286,85	54 275,93	24 010,92
1700	Frais de réception et de représentation	7 218,98	7 218,98	2 655,00	4 563,98
Sous-total	Chapitre 17 - Frais de réception et de représentation	7 218,98	7 218,98	2 655,00	4 563,98
Titre 1	Dépenses concernant les personnes liées à la Fondation	562 462,71	562 462,71	438 925,40	123 537,31
2000	Location	1 755,47	1 755,47	1 755,47	0,00
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	11 880,37	11 880,37	8 410,16	3 470,21
2030	Nettoyage et entretien	36 128,51	36 128,51	30 662,33	5 466,18
2040	Aménagement des locaux	10 437,00	10 437,00	10 437,00	0,00
2050	Sécurité et surveillance	33 284,47	33 284,47	31 829,20	1 455,27
2090	Autres dépenses immobilières, dont assurances et frais administratifs	9 128,00	9 128,00	5 102,70	4 025,30
Sous-total	Chapitre 20 - Investissement immobilier, location d'immeubles et frais accessoires	102 613,82	102 613,82	88 196,86	14 416,96
2100	Matériel TIC	101 224,83	101 224,83	88 874,81	12 350,02
2101	Développement et achat de logiciels	30 425,00	30 425,00	18 378,64	12 046,36
2102	Autres dépenses	14 657,71	14 657,71	14 657,71	0,00
Sous-total	Chapitre 21 - Technologie de l'information	146 307,54	146 307,54	121 911,16	24 396,38
2200	Achat d'installations techniques et matériel bureautique	1 630,00	1 630,00	1 630,00	0,00
2203	Entretien, utilisation et réparation d'installations techniques et matériel bureautique	450,00	450,00	450,00	0,00
2210	Achat de mobilier	2 452,68	2 452,68	2 425,68	27,00
2252	Abonnements aux journaux et périodiques	1 299,96	1 299,96	988,75	311,21
Sous-total	Chapitre 22 - Biens meubles et frais accessoires	5 832,64	5 832,64	5 494,43	338,21
2300	Papeterie et fournitures de bureau	26 027,38	26 027,38	24 861,14	1 166,24
2330	Frais de contentieux	19 366,87	19 366,87	15 897,49	3 469,38
2360	Publications au Journal officiel	36 800,00	36 800,00	36 800,00	0,00
Sous-total	Chapitre 23 - Dépenses courantes de fonctionnement administratif	82 194,25	82 194,25	77 558,63	4 635,62
2400	Correspondance et frais de port	18 562,55	18 562,55	7 095,40	11 467,15
2410	Abonnements et redevances	31 606,72	31 606,72	17 986,17	13 620,55
2411	Équipement	11 700,00	11 700,00	8 948,50	2 751,50
Sous-total	Chapitre 24 - Affranchissement et télécommunications	61 869,27	61 869,27	34 030,07	27 839,20
2500	Frais de réunion du conseil de direction	38 312,65	38 312,65	33 445,79	4 866,86

Sous-total	Chapitre 25 - Frais de réunion et de convocation	38 312,65	38 312,65	33 445,79	4 866,86
Titre 2	Immeuble, matériel et frais divers de fonctionnement	437 130,17	437 130,17	360 636,94	76 493,23
3000	Achat de publications et d'abonnements opérationnels	2 671,63	0,00	0,00	0,00
3010	Publications générales - Unité communication externe	206 740,59	0,00	0,00	0,00
3040	Frais de traduction	90 000,00	0,00	0,00	0,00
3050	Réunions du collège consultatif	214,35	0,00	0,00	0,00
Sous-total	Chapitre 30 - Dépenses opérationnelles	299 626,57	0,00	0,00	0,00
3100	Actions prioritaires: activités du programme de travail	616 679,52	0,00	0,00	0,00
3110	Collecte et analyse de l'information grâce au réseau des observatoires nationaux	517 663,89	0,00	0,00	0,00
3120	Activités de développement – domaines thématiques	258 623,84	0,00	0,00	0,00
3130	Frais d'assurance relatifs aux activités du programme de travail	260,00	0,00	0,00	0,00
3140	Évaluation d'impact	234 460,54	0,00	0,00	0,00
Sous-total	Chapitre 31 - Actions prioritaires: activités du programme de travail	1 627 687,79	0,00	0,00	0,00
Titre 3	Dépenses résultant de l'exercice de missions spécifiques	1 927 314,36	-	-	-
Total	Total crédits payés:	2 926 907,24	999 592,88	799 562,34	200 030,54

iii. Crédits des fonds affectés

Chapitre	Description	Crédits engagés			Crédits payés			
		Crédits finaux engagés disponibles 2007	Engagements cumulés 2007		Crédits engagés reportés à 2008	Crédits finaux payés disponibles 2007	Paiements 2007	
43	Coopération avec des institutions nationales- Fonds 2003	28 934,24	7 974,63	27,56%	20 959,61	28 934,24	3 313,12	11,45%
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2004	88 588,97	34 811,02	39,29%	53 777,95	88 588,97	23 819,95	26,89%
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2005	53 799,27	33 870,59	62,96%	19 928,68	53 799,27	27 848,59	51,76%
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2006	314 288,33	76 239,63	24,26%	238 048,70	314 288,33	55 961,73	17,81%
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2007	300 000,00	209 092,00	69,70%	90 908,00	300 000,00	115 294,89	38,43%
	Total autres donateurs:	785 610,81	361 987,87	46,08%	423 622,94	785 610,81	226 238,28	28,80%
51	Ressources humaines - fonds disponibles des années précédentes	281 540,29	241 501,18	85,78%	40 039,11	381 481,48	192 179,77	50,38%
52	Frais de voyage et indemnités journalières - fonds disponibles des années précédentes	378 054,23	228 836,11	60,53%	149 218,12	546 916,94	206 929,52	37,84%
53	Autres frais (visibilité et conférences/séminaires)	403 240,95	255 049,46	63,25%	148 191,49	469 490,78	284 450,24	60,59%
54	Activité d'acquisition pour le composant 3	0,00	0,00	0,00%	-	924 872,00	389 856,00	42,15%
55	Activité d'acquisition pour le composant 4	100 000,00	0,00	0,00%	100 000,00	720 150,00	32 834,82	4,56%
56	Audit financier	0,00	0,00	0,00%	-	-	-	0,00%
57	Imprévus	87 803,05	0,00	0,00%	87 803,05	87 803,05	-	0,00%
	Total convention CE - MEDA-ETE:	1 250 638,52	725 386,75	58,00%	525 251,77	3 130 714,25	1 106 250,35	35,34%
61	Sélection					457 868,17	278 213,88	60,76%
62	Gestion de contrat					119 893,28	90 767,68	75,71%
63	Information et publications					143 421,51	110 861,97	77,30%
64	Dépenses administratives					142 882,35	31 849,36	22,29%
6	Total convention CE - Tempus TA 2004/05:	0,00	0,00		0,00	864 065,31	511 692,89	59,22%
61	Sélection	175 241,50	112 840,61	64,39%	62 400,89	175 241,50	112 840,61	64,39%
62	Gestion de contrat	260 205,00	152 363,66	58,56%	107 841,34	260 205,00	108 353,06	41,64%
63	Information et publications	117 900,00	29 735,00	25,22%	88 165,00	117 900,00	17 609,00	14,94%
64	Dépenses administratives	290 010,25	160 442,75	55,32%	129 567,50	290 010,25	92 953,46	32,05%
65	Réserve	26 643,25	0,00	0,00%	26 643,25	26 643,25	0,00	0,00%
6	Total convention CE - Tempus TA 2007:	870 000,00	455 382,02	52,34%	387 974,73	870 000,00	331 756,13	38,13%
Total	Total budget disponible:	2 906 249,33	1 542 756,64		1 336 849,44	5 650 390,37	2 175 937,65	3 447 809,47

VI. TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'ETF 2007

Groupe de fonctions et grade		tableau des effectifs 2007		Postes pourvus au 31 décembre 2007	
	Permanents	Temporaires		Permanents	Temporaires
AD 16			AD 16		
AD 15		1	AD 15		
AD 14		2	AD 14		1
AD 13		1	AD 13		
AD 12		7	AD 12		8
AD 11		15	AD 11		13
AD 10		11	AD 10		2
AD 9		4	AD 9		11
AD 8		11	AD 8		5
AD 7		2	AD 7		8
AD 6		0	AD 6		1
AD 5		0	AD 5		1
Sous-total AD	—	54	Sous-total AD	—	50
AST 11			AST 11		
AST 10		1	AST 10		
AST 9		2	AST 9		5
AST 8		6	AST 8		3
AST 7		11	AST 7		8
AST 6		12	AST 6		9
AST 5		10	AST 5		3
AST 4		4	AST 4		3
AST 3			AST 3		4
AST 2			AST 2		5
AST 1			AST 1		1
Sous-total AST	—	46	Sous-total AST	—	41
Total	—	100	Total	—	91

ANNEXE I: LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE DIRECTION 2007

Commission européenne Présidente	M ^{me} Odile QUINTIN Directrice générale DG Éducation et culture
Commission européenne Membre	M. Dirk MEGANCK Directeur DG Élargissement
Commission européenne Membre	M. David LIPMAN Directeur Ressources DG Relations extérieures
Allemagne Membre	M. Stefan SCHNEIDER Directeur exécutif Questions générales et politique de l'éducation de l'UE Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche
Allemagne Suppléant (réunion de juin)	M. Klaus ILLERHAUS Secrétariat Conférence permanente des ministres de l'éducation et des affaires culturelles des Länder de la République fédérale d'Allemagne
Allemagne Suppléant (réunion de juin)	M ^{me} Esther SENG Regierungsräatin Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche
Allemagne Suppléant (réunion de novembre)	Mme Sandra VON HOPFGARTEN Responsable exécutive Questions générales et politique de l'éducation de l'UE Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche
Autriche Membre	M. Karl WIECZOREK Ministère fédéral de l'économie et du travail
Autriche Suppléant	M. Reinhard NÖBAUER Ministère fédéral de l'éducation, des sciences et de la culture
Belgique Membre	M ^{me} Micheline SCHEYS Chef de projet politique stratégique EFP Département de l'enseignement Ministère de la Communauté flamande
Bulgarie Membre	Mme Valentina DEYKOVA Directrice Direction des politiques EFP Ministère de l'éducation et des sciences
Bulgarie Suppléant	Mme Emiliana DIMITROVA Chef de la division du développement et des perspectives Direction des politiques EFP Ministère de l'éducation et des sciences
Chypre Membre	M. Charalambos CONSTANTINOU Responsable en chef de l'éducation Direction de l'enseignement secondaire technique et professionnel Ministère de l'éducation et de la culture

Chypre Suppléant (réunion de juin)	M. Elias MARGADJIS Inspecteur Direction de l'enseignement secondaire technique et professionnel Ministère de l'éducation et de la culture
Chypre Suppléant (réunion de novembre)	Mr Ilias MARKATZIIS Inspecteur ETP Direction de l'enseignement technique et professionnel Ministère de l'éducation et de la culture
Danemark Membre	M. Roland Svarrer ØSTERLUND Conseiller principal Affaires internationales Ministère de l'éducation
Danemark Suppléant	M. Philip PEDERSEN Conseiller principal Direction de l'enseignement professionnel secondaire supérieur Ministère de l'éducation
Espagne Membre	Mme Rosario ESTEBAN BLASCO Conseillère technique principale Sous-direction générale EFP Ministère de l'éducation et des sciences
Espagne Suppléant	Mme Gema CAVADA BARRIO Assistante technique d'éducation Sous-direction générale EFP Ministère de l'éducation et des sciences
Estonie Membre	Mme Külli ALL Conseillère Département de l'enseignement professionnel et de la formation des adultes Ministère de l'éducation et de la recherche
Finlande Membre	M. Timo LANKINEN Conseiller gouvernemental Directeur de l'enseignement et de la formation professionnels Ministère de l'éducation
Finlande Suppléant	M. Ossi V. LINDQVIST Président du conseil finlandais d'évaluation de l'enseignement supérieur Université de Kuopio
France Membre	Mme Agnès LECLERC Déléguée DAEI Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité Ministère de la santé et des solidarités
France Suppléant (réunion de juin)	M. Jacques MAZERAN CIEP – Centre international d'études pédagogiques Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Grèce Membre	M. Kostantinos MARGARITIS Vice-président Organisation de l'enseignement et de la formation professionnels
Grèce Suppléant	Mme Vasiliki KANELLOPOULOU Directrice Relations européennes et internationales Organisation de l'enseignement et de la formation professionnels

Hongrie	M. György SZENT-LÉLEKY
Membre	Ministère des affaires sociales et du travail
	Département de la formation pour adultes et EFP
	Conseiller principal
Irlande	M. Padraig CULLINANE
Membre	Responsable principal
<i>(réunion de juin)</i>	Unité politique du marché du travail
	Ministère des entreprises, du commerce et de l'emploi
Irlande	M. Niall MONKS
Suppléant	Unité politique du marché du travail
<i>(réunions de juin/novembre)</i>	Ministère des entreprises, du commerce et de l'emploi
Irlande	M ^{me} Ann Mary REDMOND
Suppléant	Haut responsable exécutif
<i>(réunion de novembre)</i>	Unité politique du marché du travail
	Ministère des entreprises, du commerce et de l'emploi
Italie	M. Andrea PERUGINI
Membre	Ministre plénipotentiaire
	Direction générale de l'intégration européenne
	Ministère des affaires étrangères
Italie	M. Luigi GUIDOBONO CAVALCHINI
Suppléant	Président
	Services bancaires privés UniCredit
Lettonie	M ^{me} Lauma SIKA
Membre	Secrétaire d'État adjointe
	Fonds structurels et affaires européennes
	Ministère de l'éducation et des sciences
Lettonie	M ^{me} Dita TRAIDAS
Suppléant	Directrice
	Agence de développement de l'enseignement public
Lituanie	M. Romualdas PUSVASKIS
Membre	Directeur
	Département de l'enseignement professionnel et de
	l'enseignement et de la formation continus
	Ministère de l'éducation et des sciences
Lituanie	M ^{me} Giedre BELECKIENE
Suppléant	Responsable de l'observatoire national (EFP)
	Centre méthodique pour l'enseignement et la formation
	professionnels
Luxembourg	M. Gilbert ENGEL
Membre	Professeur-attaché
<i>(réunion de juin)</i>	Ministère de l'enseignement et de la formation professionnelle
Luxembourg	M. Antonio DE CAROLIS
Membre	Directeur adjoint
<i>(réunion de novembre)</i>	Services de la formation professionnelle
	Ministère de l'enseignement et de la formation professionnelle
Luxembourg	M ^{me} Edith STEIN
Suppléant	Chambre de commerce du Grand-duché du Luxembourg
Malte	M ^{me} Cecilia BORG
Membre	Directrice générale de l'éducation
	Division de l'éducation
	Ministère de l'éducation

Malte Suppléant	M. Anthony DEGIOVANNI Directeur chargé des études supérieures et de la formation des adultes Division de l'éducation Ministère de l'éducation
Pays-Bas Membre	M ^{me} Boukje SPIT Chef d'unité Innovation et information Direction de l'enseignement professionnel et de la formation des adultes Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences
Pologne Membre	M ^{me} Danuta CZARNECKA Directrice adjointe Département de la coopération internationale Ministère des sciences et de l'enseignement supérieur
Pologne Suppléant	M ^{me} Ewa RUDOMINO Chef d'unité Division des programmes européens Département de l'enseignement professionnel et continu Ministère de l'éducation nationale
Portugal Membre	M ^{me} Candida MEDEIROS SOARES Directrice générale Département pour les études prospectives et la planification - DGEEP Ministère de la sécurité sociale et du travail
Portugal Suppléant	M ^{me} Maria Teresa PEREIRA PAIXÃO Présidente du comité d'administration Institut de la qualité dans la formation
République slovaque Membre	M. Juraj VANTUCH Faculté de l'éducation Université Comenius
République tchèque Membre	M ^{me} Helena ÚLOVCOVÁ Directeur adjoint Institut national de l'enseignement technique et professionnel
République tchèque Suppléant	M. Vladimir KRIEG Chef de département Département pour la formation professionnelle moyenne et supérieure Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports
Roumanie Membre	M ^{me} Zoica VLADUT Directrice adjointe Centre national de développement de l'EFP
Roumanie Suppléant	M ^{me} Liliana Elena SCARLAT Conseillère Direction des politiques pour la main-d'œuvre Ministère du travail, de la solidarité sociale et de la famille
Royaume-Uni Membre <i>(réunion de novembre)</i>	M ^{me} Nicola SAMS Conseillère politique européenne Politique d'éducation de l'UE et écoles européennes Ministère de l'innovation, des universités et des compétences
Slovénie Membre	M. Elido BANDELJ Secrétaire d'État Enseignement secondaire et des adultes Ministère de l'éducation, des sciences et des sports

Slovénie
Suppléant

M^{me} Jelka ARH
Sous-secrétaire
Affaires UE et fonds structurels
Ministère de l'éducation, des sciences et des sports

Suède
Membre

M. Erik HENRIKS
Conseiller spécial
Ministère de l'éducation et des sciences

Suède
Suppléant

M. Hans-Åke ÖSTRÖM
Directeur adjoint
Ministère de l'éducation, de la recherche et de la culture
Secrétariat aux affaires internationales